



## Fonction publique : mobilisé.e.s le mardi 10 octobre

Depuis l'arrivée du nouveau gouvernement, les mesures négatives s'accumulent pour les agent.e.s de la Fonction publique : gel de la valeur du point indice, rétablissement de la journée de carence, perspective de 120 000 suppressions d'emplois sur les 3 versants de la Fonction publique...

Et contrairement à l'engagement fait aux agent.e.s public.que.s par Emmanuel Macron dans le cadre de sa campagne présidentielle : "J'augmenterai votre pouvoir d'achat, comme celui des salariés des entreprises : vous paierez moins de cotisations et votre salaire net sera augmenté d'autant", la hausse de la Csg se traduira au mieux par une simple compensation dans la Fonction publique, c'est à dire sans gain de pouvoir d'achat pour les agent.e.s !

Ainsi, toutes ces mesures vont impacter fortement et négativement le pouvoir d'achat de plus de 5,4 millions d'agent.e.s public.que.s et fragilisent les services publics rendus aux usagers. C'est inacceptable.

C'est totalement injuste pour les agent.e.s, et c'est totalement inefficace pour une Fonction publique de moins en moins attractive dans de nombreux secteurs. Ces mesures ne contribuent en rien à l'amélioration de la qualité des services publics. Services publics au sujet desquels nos organisations syndicales rappellent leur demande d'un débat de fond sur ses missions s'appuyant sur le bilan des réformes déjà engagées. Enfin, nos organisations rappellent leur attachement au code des pensions civiles et militaires et seront très vigilantes sur la future réforme des retraites annoncée pour l'ensemble des agent.e.s public.que.s.

**C'est pour faire entendre ces profonds désaccords que les organisations syndicales appellent toutes et tous les agent.e.s à la grève, aux manifestations ou rassemblements (selon des modalités définies par les différents secteurs) pour se mobiliser le mardi 10 octobre prochain, date choisie par le ministre pour la tenue d'un rendez-vous salarial.**

Elles exigent une véritable négociation salariale qui aboutisse à une réelle reconnaissance du travail, des missions et de l'engagement professionnel des agent.e.s par une augmentation du pouvoir d'achat et la revalorisation des carrières, le non rétablissement de la journée de carence et les moyens nécessaires pour permettre aux agent.e.s d'exercer leurs missions de services publics.

Paris, le 15 septembre 2017

# Front uni des syndicats de fonctionnaires contre la politique du gouvernement

Le 10 octobre prochain est une date très importante, un rendez-vous salarial est donné aux fonctionnaires pour exprimer leur mécontentement face une politique agressive de la part de l'exécutif. L'ensemble des neuf fédérations syndicales représentatives de la fonction publique (CGT, CFDT, FO, Unsa, FSU, Solidaires, CFTC, CFE-CGC et FA-FP), se mobiliseront pour protester d'une seule et même voix contre la politique gouvernementale menée à l'égard des agents publics.

## Un acharnement sans précédent

Il est clair que l'acharnement contre les fonctionnaires devient insupportable, ainsi depuis l'arrivée du nouveau gouvernement, les mesures négatives s'accumulent pour les agents de la fonction publique : gel de la valeur du point indice, rétablissement de la journée de carence, perspective de 120 000 suppressions d'emplois sur les trois versants de la fonction publique, les futurs états généraux du service public qui pourraient déboucher sur une réduction des missions de service public exercées par les fonctionnaires. À cela s'ajoutent le probable allongement du calendrier d'application du protocole PPCR et la menace de la mise en place d'une gestion différenciée des agents des trois versants.

## Absence d'amélioration du pouvoir d'achat et dégradation des services publics

Ces mesures annoncées par le gouvernement vont continuer à dégrader les services publics, et vont au-delà de ce que pouvait laisser présager le programme d'Emmanuel Macron et, surtout, ne vont pas dans le sens de l'amélioration du pouvoir d'achat des agents promis par le chef de l'État. Sur ce point, les premières pistes de compensation de la hausse de la CSG prévues pour les agents et présentées le 13 septembre ont été la goutte qui fait déborder le vase.

Contrairement à l'engagement fait aux agents publics par Emmanuel Macron dans le cadre de sa campagne présidentielle, la hausse de la CSG se traduira au mieux par une simple compensation dans la fonction publique, c'est-à-dire sans gain de pouvoir d'achat pour les agents !

L'intersyndicale rappelle son "attachement au code des pensions civiles et militaires" tout en indiquant qu'elle sera "très vigilante sur la future réforme des retraites".

## Une unité syndicale à la hauteur des attaques contre la Fonction Publique

"Nous sommes très satisfaits car nous avons déjà proposé une telle action lors de l'intersyndicale du 30 août, commente Bernadette Groison, la secrétaire générale de la FSU, qui appelle depuis longtemps de ses vœux une action commune. En même temps, cette mobilisation est à la hauteur des attaques actuelles contre la fonction publique qui donnent l'impression d'un retour en arrière."

## Les revendications de l'intersyndicale

L'intersyndicale exige "une véritable négociation salariale qui aboutisse à une réelle reconnaissance du travail, des missions et de l'engagement professionnel des agents par une augmentation du pouvoir d'achat et la revalorisation des carrières, le non rétablissement de la journée de carence et les moyens nécessaires pour permettre aux agents d'exercer leurs missions de services publics".

La date du 10 octobre pour cette mobilisation n'a pas été choisie au hasard puisque se tiendra ce jour-là le rendez-vous salarial qui doit notamment arrêter définitivement les mesures de compensation de la hausse de la CSG. Un moyen donc de faire pression sur le gouvernement alors que d'ici là, sont prévues plusieurs réunions de concertation dont une nouvelle, le 26 septembre, sur la CSG. Mais, prévient Bernadette Groison à l'adresse du gouvernement, "il faudrait vraiment qu'il y ait bien plus que des avancées" pour que les syndicats lâchent du lest.

## Frais de déplacement / Application CHORUS DT

L'application CHORUS DT pour les frais de déplacements engagés concerne :

- les enseignants titulaires d'un établissement complétant leur service dans un autre établissement
- les titulaires de zone de remplacement affectés à l'année dans un ou plusieurs établissements,
- les enseignants contractuels exerçant dans plusieurs établissements
- les personnels administratifs exerçant dans plusieurs établissements

Dans un message adressé aux Chefs d'établissement, il est précisé que la notice (Guide) est en cours de mise à jour, la mise en ligne est prévue pour le mois d'octobre :

<http://www.ac-bordeaux.fr/cid79311/frais-deplacement-application-ulyse.html>

### Dans le JO du 12 au 14 septembre 2017 :

- ➔ BACCALAUREAT. Un arrêté relatif à la spécialité "Maintenance des matériels" du baccalauréat professionnel ([ici](#))
- ➔ Concours : inscription du 12 septembre au 12 octobre 2017, voir ci-dessous
- ➔ CAP. Un arrêté relatif à la spécialité "maintenance des matériels" du certificat d'aptitude professionnelle ([ici](#))

## Concours / Session 2018

Les inscriptions se déroulent : **du 12 septembre 2017 (12h00) au 12 octobre 2017 (17h00)**

Le calendrier et les modalités d'inscription des concours de recrutement d'enseignants du second degré, agrégation ([ici](#)), CAPES, CAPET ([ici](#)), CAPEPS ([ici](#)), CAPLP ([ici](#)), CPE ([ici](#)), psychologues ([ici](#)), et enseignement privé sous contrat ([ici](#))

## 57 films d'animation Onisep pour découvrir les métiers

À l'occasion de la finale 2017 des Olympiades des métiers, qui a eu lieu à Bordeaux, l'Onisep Nouvelle-Aquitaine a produit 57 films d'animation, en partenariat avec la Région Nouvelle-Aquitaine.

<http://www.ac-bordeaux.fr/cid114588/57-films-animation-onisep-pour-decouvrir-les-metiers.html>

## L'expérimentation ProFan : 37 LP et LGT sont concernés

L'objectif principal de l'expérimentation vise à « doter les élèves (futurs professionnels) de compétences nouvelles. Celles-ci doivent solliciter de nouveaux modes de pensée et d'action qui constitueront la base de nouveaux comportements : résoudre des problèmes en temps réel dont la nature évolue dans le temps, maîtriser la convergence réel-virtuel et les interactions opérateurs humains/objets connectés, coopérer et collaborer, en présentiel et à distance, travailler en rupture avec l'unité de lieu et l'unité de temps, opérer dans des hiérarchies définies par le seul problème posé, etc. »

D'après un courrier du Recteur, cette expérimentation concerne les baccalauréats professionnels « Commerce », « Accompagnement, soins et services à la personne » et « Métiers de l'Électricité et de ses Environnements connectés ». Elle est programmée pour l'année scolaire 2017-2018 dans 37 établissements (LP et LGT) de la région académique : 21 pour Bordeaux, 6 pour Limoges et 10 pour Poitiers. On reviendra sur ce sujet dans un prochain Bulletin

## Succès des actions du 12 septembre 2017

A Bordeaux, comme partout dans notre académie les rassemblements et actions ont montré que les citoyens sont au RDV pour exprimer leur rejet du projet de Macron qui organise la précarité et la flexibilité.

Le SNUEP-FSU combat et combattrait toutes les nouvelles politiques d'austérité dont les conséquences seront lourdes pour le service public.

Périgueux le mardi 12 septembre



## Retraité-es : mobilisé-es le 28 septembre pour leur pouvoir d'achat !

Le gouvernement vient d'annoncer la fin du gel des pensions de retraite des régimes de base avec une revalorisation de 0,8% au 1er octobre ce qui correspond à la hausse des prix de ces douze derniers mois.

La FSU prend acte de cette annonce qui répond à une de ses revendications et fait suite au gel des pensions que supportent les retraité-es depuis quatre ans. Elle souhaite en voir la concrétisation sans retard.

Par cette annonce, le premier ministre essaie de désamorcer le très fort mécontentement des retraité-es après l'annonce de la hausse de la CSG qui concerne plus de 10 millions d'entre eux et la réduction de l'APL qui pénalise fortement les plus modestes. La FSU n'est pas dupe, car si cette augmentation apportera un «petit plus» pour les retraité-es exonéré-es de CSG, pour 60% d'entre eux la ponction du 1er janvier sera plus importante que la petite hausse d'octobre, ce qui provoquera une nouvelle baisse de leur pouvoir d'achat.

La garantie du pouvoir d'achat de l'ensemble des retraité-es reste toujours d'actualité : rattrapage des pertes subies et pas de pension en dessous du SMIC. C'est une exigence affirmée fortement dans les 12 000 réponses au questionnaire initié par neuf organisations syndicales et associatives de retraité-e-s.

Les retraité-es de la FSU restent déterminé-es à faire des actions du 28 septembre un temps fort pour rappeler l'ensemble des problématiques posées aux retraité-es.

Les 9 organisations (UCR CGT, FO, UNAR- CFTC, CE- CGC, FGR-FP, UNIRS-SOLIDAIRES, UNRPA, LSR, FSU) demandent à être reçues par le Président de la République pour exposer leurs revendications et faire de la situation des 16 millions de retraité-es une question essentielle de la politique gouvernementale.

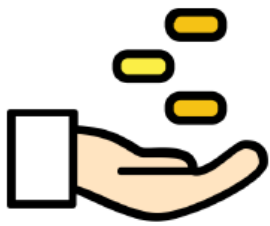
## Educ'ARTE un outil au service des enseignants et de leurs élèves

Educ'ARTE est un outil pédagogique qui donne accès à :

- un site de vidéo à la demande par abonnement spécialement conçu pour les enseignants et les élèves (lancement mars 2016)
- des fonctionnalités pédagogiques innovantes : navigation par recommandations, outil d'annotation multimédia et de partage des vidéos (à partir de l'automne 2016)

La région Nouvelle-Aquitaine indique "que l'ensemble des lycées de la région sont désormais abonnés à Educ'ARTE, le service éducatif de la chaîne franco-allemande". Ils ont ainsi accès à plus de 850 vidéos "en français, en allemand et bientôt en anglais, couvrant toutes les disciplines scolaires", "sélectionnées dans les programmes emblématiques d'ARTE, ainsi que des outils pédagogiques pratiques et innovants".





## Des fonctionnaires trop payés ?



**500 € par mois de perte de pouvoir d'achat par rapport à 1983\***

**Le PIB augmente de 50 milliards par an en moyenne depuis 1983**



\* en moyenne pour un fonctionnaire du même grade et échelon en 1983



(\*) en moyenne pour un fonctionnaire du même grade et échelon en 1983

## **10 Octobre pour la fonction publique** **21 Septembre contre la loi de travail**

Le SNUEP-FSU, avec sa fédération, appelle à participer aux mobilisations engagées le 21 septembre prochain selon les modalités choisies localement. Avec la FSU et l'ensemble des organisations syndicales de la Fonction publique, le SNUEP-FSU appelle les enseignants et CPE de l'enseignement professionnel à la grève et aux manifestations le 10 octobre, pour une véritable négociation salariale, l'augmentation de notre pouvoir d'achat, le non rétablissement du jour de carence et des moyens pour faire fonctionner les services publics.